



Le PS
progrès
humain

NOTRE PUISSANCE : UNITÉ ET EXEMPLARITÉ

C'est une politique de puissance que d'affirmer tranquillement notre existence en tant que nation éclairée par les Lumières, et non par l'argent-roi. Voie du progrès, elle réclame d'approfondir notre unité et d'assumer le coût de notre exemplarité.

Contribution Générale présentée par :
Maccioni Nicolas

LES PREMIERS SIGNATAIRES:

François Pupponi Marc Coatanea Richard Ferrand Matthieu Klein Nicolas Maccioni
Nicole Perrault-Le Pape Olivier Dussopt

LES SIGNATAIRES:

TEXTE DE LA CONTRIBUTION

La singularité du modèle français provoque souvent l'incompréhension des pays avec lesquels nous entretenons pourtant les liens les plus étroits, comme les pays européens ou les États-Unis. Repris par les commentateurs français, **les analystes au service de ces pays traitent notre singularité comme une anomalie**. Anomalie parce que nous avons soustrait la sécurité sociale et les retraites au jeu financier. Anomalie parce que nous avons accompli la séparation des églises et de l'État, et plus généralement parce que l'État est le médiateur des conflits sociaux et sociétaux. Anomalie parce que notre État s'est fixé une mission d'émancipation de ses citoyens. Anomalie parce qu'attentifs à une qualité de vie qui ne se réduit pas à la quantité de choses consommées, nous nous posons continûment la question du sens, quitte à paraître pessimistes.

Cette interprétation, qui fait de la France « l'homme malade » de l'Europe, par exemple, ou un pays d'intolérance religieuse, n'est pas exempte d'arrière-pensées. Car nous vivons à une époque où « **nos alliés sont aussi nos adversaires** » (Harbulot). Nous pouvons simultanément coopérer très intensément avec eux, dans des domaines extrêmement sensibles comme le renseignement militaire, et subir l'offensive économique, voire stratégique, de leurs entreprises, qu'ils soutiennent avec une âpreté inouïe. Nous pouvons avoir effacé nos frontières avec eux et souffrir en retour de leur politique fiscale agressive et destructrice de biens communs.

Les instances où nous pouvons essayer d'équilibrer ces rapports — l'Union européenne ou l'OMC, par exemple — tiennent aujourd'hui pour acquise l'idée que notre modèle national serait en retard sur un idéal « libéral ». Nous ne les avons

peut-être pas prises assez au sérieux pour qu'il en soit autrement. Nous étions peut-être trop persuadés que nos évidences françaises sont plus universelles qu'elles ne sont. Nous avons peut-être trop longtemps nié que nos partenaires-adversaires ne partageaient pas notre perception de l'État, de la société, du territoire, du patrimoine ...

Le regard que jettent nos alliés sur notre modèle n'est pas sans conséquence. Il envoie le signal à des tiers que nous sommes en faiblesse. **Le regard négatif de nos partenaires extérieurs encourage tous les renoncements intérieurs, au nom du « réalisme »**, y compris à gauche. Se dire « réaliste », c'est tenir pour vrai le discours de nos adversaires qui veulent que notre modèle « rentre dans le rang », alors que notre modèle est plus solide et plus moderne que bien d'autres. Dans la presse s'étalent le déni des acquis de 1945, la dénonciation de la dépense publique, des impôts et des fonctionnaires, l'appel à une réforme en forme de diminution de l'action publique...

La promotion déterminée du bien-fondé de notre modèle, l'affirmation tranquille de notre existence en tant que nation éclairée par les Lumières et non par l'argent-roi, notre attachement égal à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, constituent une politique de puissance.

Cette politique de puissance ne répond pas à la crainte d'une invasion ou d'une submersion extérieure. Évoquer notre besoin de puissance n'est pas le préalable d'un discours guerrier ni d'un discours défensif ou conservateur. Il ne s'agit certainement pas de minorer les besoins d'amélioration de notre modèle social et sociétal. Pour renforcer notre puissance, précisément, notre modèle doit être amélioré — nous allons voir comment — mais il ne s'agit certainement pas de le transformer pour augmenter les rentes financières ni pour faire de notre société la consommatrice docile de marchandises et de croyances.

Il s'agit de proposer ici des actions concrètes qui permettront à nos valeurs socialistes de reprendre l'avantage dans le combat culturel qui a pour l'essentiel remplacé le débat politique. Si nous nous y engageons de manière suffisamment déterminée, il y a peu de doutes que notre exemple sera suivi sans que nous ayons à l'imposer.

1. UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

1.1. Unité et démocratie : de la nécessité du débat et de la contradiction pour faire de tous les citoyens, des acteurs de notre avenir commun

La condition de notre puissance est notre unité intérieure. Cette exigence a des conséquences paradoxales pour les femmes et les hommes qui s'engagent en politique.

Notre démocratie repose sur la confrontation de visions contradictoires concernant les solutions à apporter aux problèmes rencontrés par nos concitoyens. Le mécanisme des élections appelle, par lui-même, la polémique, le clivage. Une forme de rhétorique politique se développe, peu respectueuse des personnes ou de la vérité. Chaque homme ou femme politique est appelé, pour « exister dans les médias », à faire entendre un point de vue dissonant d'avec son parti.

Sous l'empire de ces techniques de communication, la division politique devient une cacophonie, dont nos concitoyens retiennent à la fois le contre-exemple de la violence des comportements, et une confusion totale sur les solutions proposées. Quel militant n'a pas entendu un jour un passant lui dire « mais entendez-vous entre vous, à la fin! ». Les marches du 11-janvier ont apporté ce réconfort de pouvoir, un instant, insister sur ce qui nous rassemble plutôt que sur ce qui nous sépare.

L'unité intérieure de notre pays ne pourra donc se dispenser d'une réflexion sur ce qu'est devenue notre démocratie. Rappelons-nous les enseignements de notre regretté camarade Michel Dinet. **L'antagonisme entre unité et démocratie ne peut se résoudre qu'en considérant les citoyens comme des acteurs et non comme de simples électeurs.** La démocratie peut nous lier autant qu'elle peut nous séparer. Elle nous lie lorsque nous délibérons sur un projet qui a bénéficié de l'apport et de l'énergie de chacun. Elle nous sépare lorsqu'elle se paie de mots blessants et de postures de roitelets.

La responsabilité des « exécutifs », qui dirigent les collectivités locales ou l'administration de l'État, est décisive dans la manière dont ils choisissent l'unité ou la division. Passer « en force », imposer des projets « d'en-haut », stigmatiser des groupes sociaux, mépriser l'opposition démocratique ou discréditer le travail de ses fonctionnaires, c'est presque un choix de « style », tant on peut en rencontrer des exemples dans notre parti comme dans tous les autres. Mais les conséquences de ce choix pèsent lourdement sur la cohésion de la société et sur l'adhésion de nos concitoyens à notre démocratie.

Certes, rechercher l'unité — pas l'unanimité — prend du temps, surtout si l'on ne se satisfait pas d'une simple « consultation » et qu'on cherche à mobiliser l'énergie de porteurs de projet. Faire se rapprocher les points de vue, rechercher le meilleur collectif, faire mûrir les protagonistes en faisant évoluer leurs arguments, qui peuvent être aussi rationnels que contradictoires, s'écouter patiemment au sein des assemblées délibérantes comme dans les réunions dans les salles polyvalentes ou les restaurants d'entreprise... **Une décision, ça ne se prend pas, ça se construit. Voilà la puissance.**

Donc oui la démocratie, ça prend du temps. Ça prend du temps parce qu'il faut se mettre d'accord avant d'agir. Parce qu'il faut voter pour choisir ses représentants. Parce qu'il faut lire, écouter, comprendre ce qui est en débat si l'on veut que sa voix porte et construise. Mais oui, c'est en prenant le temps que l'on pourra construire un devenir commun et partagé.

Voilà pourtant qui est dénigré comme inefficace et désuet ! Les journalistes veulent des résultats immédiats et des phrases de trois mots. Ils laissent penser que la puissance équivaut à la rapidité de décision, et qu'une décision « courageuse » se mesure à l'ampleur de la violence faite à certains (en général les plus faibles !). Ils nous disent que « dans le privé », on sait « trancher » bien plus rapidement ! Mais, à la différence des chefs d'entreprises, **les décideurs politiques n'ont pas seulement une responsabilité de gestion. Ils ont la responsabilité singulière de faire advenir et de maintenir l'unité de la société, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.**

Les communes et les régions, que le Code électoral gratifie d'une « prime majoritaire », sont souvent gouvernées par une majorité absolue, qui n'encourage guère leurs exécutifs à entendre leurs oppositions. Faut-il dans ce cas, pour rééquilibrer les pouvoirs, **scinder l'assemblée délibérative et l'exécutif qui en est issu ?**

Au niveau national, bien plus qu'au niveau local, et bien que les questions soient souvent encore plus complexes, le gouvernement est pressé de prendre des décisions dans l'urgence, sans en avoir toujours anticipé les conséquences pour telle ou telle partie de la population, pour tel ou tel territoire. Si l'on veut augmenter la

puissance de ses décisions, **le processus de l'élaboration de la loi et des règlements doit être revu**. C'est au cours de ce travail concret, en tout cas moins grandiloquent que l'écriture de la constitution de la VI^e République, que l'antagonisme entre unité et démocratie pourra se résorber. Car c'est par ce travail sur la « fabrique de la loi » que nous pourrions trouver les moyens de faire des citoyens et de leurs représentants les acteurs des décisions nationales. C'est par ce travail que nous pourrions simplifier le Droit qui nous régit sans diminuer les protections qu'il nous garantit. C'est par ce travail que le gouvernement et le parlement pourront s'assurer que, transcrites dans les textes réglementaires, leurs paroles sont connues, et surtout prises en compte dans la vie de tous les jours.

1.2. Unité et inclusion : pour un combat, toujours renouvelé contre les divisions

Ce lien, précieux entre tous, entre le gouvernement et la nation, est le cœur de la puissance de notre pays. Faut-il en appeler au souvenir de Valmy pour convaincre que l'unité nationale, quand elle se réalise, ne connaît guère de limite à sa puissance ?

Pourtant, notre unité n'a jamais été acquise ; elle est apparue en danger au moment même où elle fut « inventée ». La France s'est construite, on le sait, par l'agrégation des provinces, qui disposaient de leurs langues et de leurs cultures — le centralisme singulier de notre pays, issu de la Révolution française, s'explique d'ailleurs par cette crainte de ne pas faire unité à partir de territoires aussi divers. L'homogénéisation de notre nation, à la fin du XIX^e siècle, est pour beaucoup l'œuvre de la III^e République, au travers de trois leviers publics : l'école, la caserne et les routes. Dans le même temps, elle recréait, dans les pays que nous avons colonisés, des catégories « intermédiaires » de citoyenneté : la femme et l'indigène, sujet de l'Empire colonial, sont toujours exclus des droits politiques. L'universalisme proclamé de la III^e République est miné par le statut personnel ; la citoyenneté juridique n'est alors pas suffisante, les personnes doivent faire état de « bonnes mœurs »...

La capitulation de nos dirigeants en 1940 et la collaboration active d'une partie de notre nation avec l'ennemi nazi ont aussi laissé de profondes traces de division au sein de notre nation. Certains universitaires ont montré à quel point une grande partie de notre pessimisme et de notre défiance provient de cette trahison. Les polémiques de l'automne 2014 autour du rôle de Pétain confirment que ce passé ne passe pas.

Les guerres de décolonisation qui ont suivi, puis les Trente Glorieuses, ont provoqué plusieurs vagues d'immigration. Aujourd'hui, alors que notre droit de la citoyenneté est clair et stable, avec une séparation nette entre citoyens français et étrangers, on ne cesse de voir reparaître dans le débat public des exigences supérieures en termes de « mœurs », réactivant le temps des colonies.

Certains de nos dirigeants politiques, à droite et à l'extrême droite, refusent d'accepter comme Français des personnes qui le sont de droit, à cause de leur « origine » ou de leurs croyances. Ils chevauchent par exemple la rhétorique islamophobe selon laquelle l'islam ne serait pas compatible avec la République — et donc que les Français musulmans ne seraient pas de vrais citoyens français. Certains de nos concitoyens s'enferment dans un repli sur soi qui les pousse à la haine de l'autre, et parfois à un antisémitisme violent qui nous rappelle les heures les plus sombres de notre histoire. Là encore, les forces de la division affluent au sein de notre nation. L'interdiction pénale de l'incitation à la haine raciale a heureusement limité ces expressions dans le débat public. Mais nous devons veiller à ne pas rouvrir les vannes, **à ne jamais banaliser le racisme**. Nous devons veiller aussi, à condamner tout acte dont les motivations sont puisées dans un antisémitisme,

savamment entretenu par des prêcheurs de haine. Et nous devons veiller à ne pas laisser la laïcité être instrumentalisée, au service d'un rejet violent de l'autre. A ne pas la laisser aux mains de ceux qui l'utilisent pour attaquer des personnes, au nom de leurs croyances.

La laïcité ne doit pas devenir un outil pour les apôtres des confrontations culturelles et religieuses. Elle doit rester ce point d'équilibre dans notre société. C'est la raison pour laquelle nous devons poursuivre aussi, au plan national et européen, **le chantier de sécularisation du droit**. Les débats sur la bioéthique, méritent d'être relancés sous l'angle de la soustraction à la sphère religieuse des thèmes comme la naissance, la mort, le corps ou la reproduction.

Les droits de l'homme doivent être universels : c'est ce qu'il faut toujours se rappeler. Ces grands principes sont simples et lisibles. Cela vaut aussi pour les « grands partages » de notre civilisation du droit, qui distinguent les personnes des choses, le privé du public, la filiation de la biologie, la citoyenneté des mœurs, la fonction de la personne qui l'occupe...

Pour autant, même en démocratie, l'interprétation de ces principes peut être guidée par des préjugés majoritaires ou par des rapports de domination. Sans penser à mal, on excuse trop facilement tel abus, tel mépris, parce qu'on l'a toujours accepté ou parce qu'on croit qu'on n'en sera jamais la victime. C'est pourquoi ces grands principes gagnent à être toujours confrontés à des cas concrets – des cas particuliers, des cas parfois « minoritaires » — et cette confrontation doit obéir à des règles éthiques fermes.

1.3. Unité et solidarité : pour mettre fin aux fragmentations de notre société

D'autres tendances nourrissent également nos doutes vis-à-vis de notre unité. Le « séparatisme social » des classes supérieures (Lasch) est bien plus fort que toute autre forme tant redoutée de « communautarisme ». Les « ghettos » les plus fermés ne sont pas les quartiers pauvres, mais les quartiers (parfois des communes entières) des riches. Comme l'ont prouvé séparément le sociologue Éric Maurin et l'urbaniste Marc Wiel, la concentration de la pauvreté dans certains quartiers n'est que le résultat passif de la concentration, elle active, de la richesse dans d'autres quartiers. La mal-nommée « lutte contre les ghettos » doit donc remettre à plat le fonctionnement tout entier de nos villes et de leurs « couronnes ». **La solidarité fiscale entre communes est la première brique de l'unité de notre nation**. Elle est pourtant encore refusée par de nombreuses municipalités — dont certaines de gauche, qui s'enorgueillissent de leurs faibles impôts et ne veulent pas reconnaître que la pauvreté dans les communes voisines ne les regarde pas.

Le séparatisme social passe parfois à l'acte sous la forme de l'exil fiscal. Il envoie un message extrêmement défavorable à nos alliés (qui sont aussi nos adversaires — on se souvient de dirigeants voisins qui incitaient publiquement à ces désertions) mais aussi à notre nation. Prenons garde toutefois. Montrer du doigt les fraudeurs, quels qu'ils soient, n'est jamais bon pour préserver notre unité. Nous devons en revanche travailler à rendre ces abandons plus coûteux. Le spectaculaire rapatriement fiscal, de plusieurs milliards d'euros, que les ministres du Budget ont discrètement réussi depuis 2013, donne une idée de l'efficacité de telles mesures. **Il faut au final que tout le monde ait la conviction que chaque Français paye sa part**.

Une autre division sociale fragilise aussi notre unité. C'est la silencieuse résignation d'une partie des classes moyennes et des classes populaires, doublée d'une rivalité qui s'exacerbe entre les plus pauvres — bénéficiant des prestations sociales — et les à peine moins pauvres — qui en bénéficient beaucoup moins.

La haine de l'« assistanat » explique le « succès » des scandales contre les fraudeurs aux prestations ou aux allocations, bien que le préjudice financier soit sans comparaison avec la fraude fiscale évoquée plus haut. Notre lutte contre ce type de fraudes doit être tout aussi déterminée.

Cela ne suffira pas. Même si pour les socialistes, c'est difficile à reconnaître, la haine des « smicards » envers les « assistés » n'est pas qu'un sentiment irrationnel, jalousie ou « peur du déclassement ». Elle a une origine tout à fait objective. Depuis plus de quinze ans, les 20 % les plus pauvres n'ont survécu qu'avec un apport public supérieur à leurs revenus propres. Et les 20 % les plus riches ont accru leur revenu malgré la redistribution. Les « classes moyennes », c'est-à-dire les 60 % de la population qui ne sont ni les plus pauvres, ni les plus riches, gagnent entre 15 et 30.000 euros par an et par adulte. Ces ni-pauvres, ni-riches, sont les dupes de cette polarisation : ils ne bénéficient ni des revenus en hausse des plus riches, ni des redistributions massives qui permettent aux plus pauvres, bien que souvent sans travail, de se rapprocher de leur niveau de vie.

Si nous avons du mal à nous représenter cette vérité, c'est parce que les discussions politiques qui portent sur les impôts sont découplées de celles qui portent sur les prestations sociales. Nous devons certes ouvrir un grand débat fiscal sur la manière dont nous finançons durablement notre modèle social. Nous devons surtout mettre au cœur de ces simulations la situation concrète des Français, avant et après redistribution. Le vrai débat ne peut pas porter que sur le taux marginal de l'impôt sur le revenu. Il doit prévenir, en transparence, ceux qui vont gagner et ceux qui vont perdre, en fonction de la société dans laquelle nous voulons vivre, c'est-à-dire **en fonction de ce à quoi nous accordons collectivement de la valeur — le travail, les enfants, l'égalité, l'émancipation... — et en fonction de ce que nous voulons moins valoriser — la rente, l'héritage, le gaspillage...**

La redistribution corrige les injustices. Elle est donc inégalitaire. Mais elle peut être source d'unité. Pour cela, elle doit se placer sous le signe de principes supérieurs — ce à quoi nous accordons collectivement de la valeur —, qui sont les symboles de notre unité.

1.4. Unité et intégration : pour l'émancipation de tous les citoyens

Notre nation est décidément traversée de divisions, certaines anciennes, mais toujours réactivées, d'autres plus récentes. S'y ajoute notre manière typiquement « passionnée » de faire de la politique, sillonnant la nation de clivages politiques très puissants.

À la fin, qu'avons-nous en commun ? Une forme d'anxiété diffuse permet à chacun de blâmer tel ou tel groupe d'être responsable de la division. Ce repli villageois serait-il notre seule planche de salut ? au prix de notre puissance ?

Le rôle du politique en démocratie se limiterait-il à consoler nos concitoyens et à renoncer à toute forme de puissance ?

Ce sont ces croyances qu'il nous faut aujourd'hui combattre. Pour que chacun de nos concitoyens s'appréhende demain comme les membres d'une société dont le destin est commun.

Le modèle républicain est un modèle dynamique, qui transforme les humains en citoyens. Il est donc toujours en tension avec d'autres modèles de sociétés, où l'autorité de la tradition est plus forte et où l'émancipation individuelle ne vient qu'en second. Face aux crises économiques et aux déceptions de bon nombre de citoyens pour qui la promesse de progrès ne se concrétise plus, la tentation du repli sur ces modèles de sociétés traditionnelles se comprend. Vivre entre soi, rejeter à l'extérieur

ce qui choque, se rassurer avec l'impression que rien ne change, sont des réflexes qu'il faut comprendre sans pour autant excuser. Car les brèches au pacte républicain ne se réparent pas facilement.

Rappelons en tout cas que l'intégration, comme l'hospitalité, est un mouvement réciproque, pas unilatéral. Il est trop facile, pour les nouveaux habitants comme pour les anciens, de renvoyer le blâme sur l'autre. Chacun doit faire sa part du chemin.

Il revient aux autorités républicaines le soin d'organiser ce chemin réciproque. L'éducation en fait évidemment partie, comme la participation au vote démocratique, la réaffirmation du caractère universel et indiscutable des valeurs républicaines et bien sûr l'accès à la vie collective.

2. EXEMPLARITÉ ET UNIVERSALITÉ

2.1. Etre exemplaire, c'est défendre nos valeurs dans l'humilité

Cette affirmation du caractère « universel » des valeurs républicaines vaut souvent à la France d'être taxée d'arrogance par ses partenaires-adversaires. Sans être complètement dupes du procès en légitimité porté par cette appréciation, nous devons mesurer que notre **prétention à l'universalité peut se retourner contre nous.**

Les représentations du monde, ou même seulement de l'Europe, comme une simple extension de notre pays ont accompagné les rêves impériaux de la France après la Révolution. Cette idée que l'humanité du monde « attendrait » sa libération en provenance de notre pays, que son amélioration proviendrait d'une imitation de notre propre histoire, a soutenu des actions politiques bien inhumaines, y compris chez nos prédécesseurs de gauche. Nous sommes prompts à dénoncer le rôle « messianique » que s'arrogent nos alliés américains. Sommes-nous complètement exempts de ce reproche ?

À l'inverse, devons-nous nous abandonner à un relativisme absolu, accepter l'idée que les droits de l'homme seraient juste bons pour les pays dont « c'est la culture » ? L'émancipation individuelle que nous souhaitons promouvoir, par exemple, est susceptible de déstabiliser irréversiblement les sociétés traditionnelles qui reposent sur l'interdiction de poser certaines questions. Notre « temps vide et homogène » (Benjamin) et notre affirmation de la liberté absolue de conscience détruisent assurément certaines manières de vivre, certaines organisations sociétales.

Entre ces deux extrêmes, rappelons-nous fièrement le discours de La Baule, prononcé par François Mitterrand en 1990 devant 35 pays africains, discours à la fois courageux et modeste : *« de même qu'il existe un cercle vicieux entre la dette et le sous-développement, il existe un autre cercle vicieux entre la crise économique et la crise politique. L'une nourrit l'autre. Voilà pourquoi il convient d'examiner en commun de quelle façon on pourrait procéder pour que sur le plan politique un certain nombre d'institutions et de façons d'être permettent de restaurer la confiance (...). Je reprends à mon compte l'observation, à la fois ironique et sévère, de Sa Majesté le Roi du Maroc lorsqu'il évoquait la manière dont la démocratie s'était installée en France. Cela n'a pas été sans mal, ni sans accidents répétés. (...) Il nous a fallu deux siècles pour tenter de mettre de l'ordre, d'abord dans notre pensée et ensuite dans les faits, avec des rechutes successives ; et nous vous ferions la leçon ? Il nous faut parler de démocratie. »*

2.2. Etre exemplaires, c'est agir en cohérence avec les principes que l'on défend.

Dans un monde travaillé par les rapports de puissance, dans un monde où l'information circule toujours plus directement entre les peuples, entre les gens, **l'exemplarité est une méthode qui se distingue à la fois de la force brutale de l'intervention militaire et de la persuasion du rapport financier.**

Nous avons fondamentalement deux manières de nous montrer exemplaires. La première consiste à nous comporter, au moins en apparence, comme les « bons élèves » vis-à-vis des rapports et des standards d'institutions internationales. Il s'agit de ratifier des traités, sans d'ailleurs toujours les appliquer complètement, qui vont dans le sens général d'une régression du contrôle démocratique sur ce qui régit la vie humaine — alimentation, éducation, santé, travail, culture...

La seconde manière d'être exemplaires requiert de **nous montrer cohérents avec les principes que nous considérons nous-mêmes comme universels. Cette cohérence a un coût**, parfois important, à assumer par nos entreprises ou notre population. Si nous mettons en place une taxe sur les transactions financières, les banques françaises pourront voir leurs dividendes diminués. Si nous défendons la liberté absolue de conscience et souhaitons défendre la vie privée d'une surveillance non justifiée, nous pouvons offrir asile à Edward Snowden, avec toutes les mesures de représailles que les USA organiseraient alors contre nous. Si nous pensons que l'immigration est une richesse, nous devons être prêt à essuyer la tempête médiatique qui suivra l'ouverture, même minime, de nos frontières. Si nous voulons enrayer le changement climatique, nous pouvons accélérer la transition énergétique, au risque de déstabiliser nos constructeurs automobiles ou nos producteurs d'énergie fossile. Si nous pensons que la prison est un remède globalement pire que le mal, nous devons nous préparer à être entraînés dans la boue par des attaques populistes parce que nous aurons développé les peines alternatives...

Cette cohérence offre également plusieurs bénéfices. Le principal d'entre eux est la lisibilité de l'action politique de notre gouvernement aux yeux des citoyens que nous sommes. Le coût que nous devons assumer pourra nous rassembler même d'avantage, à partir du moment où notre gouvernement poursuit la même justice dans le monde et sur notre territoire, à partir du moment où notre gouvernement continue d'inscrire la France dans l'histoire mondiale. Cela fait partie de notre culture commune: notre exemplarité, même si elle doit nous coûter, est ce qui nous ancre collectivement dans l'Histoire.

Ne négligeons pas le bénéfice du soulagement et de la fierté que nous ressentirons tous, à constater que notre gouvernement agit dans la lumière de nos principes et pas seulement pour ménager secrètement telle ou telle position commerciale ou stratégique, tel ou tel intérêt particulier français. « Naïveté ! » proclameront les tenants de la realpolitik, qui nous croient souvent plus faibles que nous ne sommes — **alors que nous sommes précisément puissants lorsque nous sommes unis par nos principes.**

Les bénéfices de la cohérence entre nos actions internationales et nos principes ne sont pas seulement internes à notre nation. Si nous nous montrons à la hauteur de nos propres exigences sociales, démocratiques et environnementales, **nous redonnons force et vigueur aux groupes qui travaillent, dans chaque pays, à faire respecter ces mêmes exigences**, traduites dans leur culture. À l'inverse, si nous prêtons le flanc au cynisme, nous ruinons leurs efforts et leurs espoirs, nous favorisons directement et indirectement des régimes qui ne reconnaissent pas les principes que nous déclarons universels.

Nous devons accepter d'être nous-mêmes, même si cela nous coûte des marchés. Nous devons nous affirmer tranquillement, en agissant en cohérence avec nos

principes. **Nous devons prendre aussi la parole.**

2.3. Etre exemplaire, c'est faire entendre la voix de la France en Europe et dans le monde.

Au sein des instances de l'Union européenne, le constat est souvent partagé que la langue française s'entend moins souvent en réunion, depuis l'élargissement de 2004. Ce n'est qu'un symptôme parmi d'autres sur le désinvestissement de notre pays vis-à-vis des institutions de l'Europe. De même, le travail de nos camarades députés européens n'est souvent pas mobilisé par le gouvernement et notre majorité nationale.

Notre présence politique à l'échelon européen doit être nettement plus visible des autres États membres. Elle doit être organisée pour cela — pourquoi ne pas rendre « naturelle » la présence hebdomadaire de ministres français à Bruxelles, ou dans une capitale européenne ? Pourquoi ne pas rendre obligatoire, dans le cursus de nos hauts fonctionnaires nationaux, les « mobilités » européennes ? Pourquoi ne pas créer un « Erasmus » de tous les fonctionnaires entre États membres ? Réciproquement, nos élus européens du PSE doivent être mieux associés à la politique gouvernementale — pourquoi ne pas organiser un point bimestriel entre gouvernement et délégation française PSE du parlement européen ? Nos députés européens doivent être mis en avant dans les débats couverts par nos médias nationaux au même titre que tous nos parlementaires.

Prendre la parole, c'est **faire reconnaître à nos partenaires que notre singularité est bénéfique à la totalité de la population européenne**. Notre défense militaire, par exemple, profite à toute l'Union européenne — mais le point de PIB de dépenses publiques supplémentaires qu'elle entraîne dans notre comptabilité publique n'est pas défalqué de nos obligations dans les programmes de stabilité. Notre système de redistribution est souvent dénoncé comme anormalement « généreux » par nos partenaires (d'ailleurs souvent sur la base de malentendus de nomenclature budgétaire) mais il a apporté une stabilisation bienvenue à l'Union au plus fort de la crise financière de 2008. Soyons donc plus assurés de ce que nous apportons à l'Union européenne. Et prenons le temps de l'expliquer, de raconter notre histoire si particulière, de discuter avec les populations des États membres de nos manières d'être à la fois si typiquement de nos nations et pourtant profondément européens.

Au XXI^e siècle, les leviers du rayonnement international ont changé. Il ne s'agit plus d'exporter des récits, visions du monde, philosophies de l'histoire, dont nous détenions le monopôle franco-français. **Notre influence se juge désormais à notre capacité d'accueillir différents points de vue, à notre talent pour animer des rencontres fructueuses**. Littérature francophone et littérature française doivent coïncider. Nous devons **réserver le meilleur accueil à tous les scientifiques, à tous les penseurs, à tous les artistes du monde**. C'est une politique de puissance redoutablement efficace — c'est aussi et avant tout la singularité française que nous devons affirmer.

L'exemplarité et l'unité sont des ambitions exigeantes. Mais ce sont ces exigences qui nous permettront de remettre le changement dans le sens du progrès. L'efficacité et le bon sens ne peuvent être notre seule ambition, au risque de perdre définitivement le combat idéologique et politique. Oui, il nous faut répondre aux besoins de nos concitoyens mais ils seraient prétentieux et pernicieux de prétendre que nous connaissons la solution unique pour relever les défis auxquels nous faisons face.

Commençons par tracer un chemin, en ayant déjà le courage de nos principes. Et souvenons-nous toujours, qu'au sein de notre démocratie, la légitimité et l'autorité ne peuvent se proclamer. Elles se développent au sein d'un projet dans lequel une majorité se reconnaît. Cette majorité obéit non pas aux personnes, mais au projet. Ni maître, ni père, ni berger – le chef en démocratie n'est qu'un parmi ses semblables. Il ne tire son autorité que de la vision qu'il expose et du chemin qu'il propose.

Contactez les auteurs de la contribution :

- @PSUniExemplaire
- unite.exemplarite@gmail.com